

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**



QUARANTE-DEUXIÈME SESSION

*Documents officiels**

CINQUIÈME COMMISSION
8e séance
tenue le
mardi 13 octobre 1987
à 10 heures
New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 8e SEANCE

Président : M. AMNEUS (Suède)

Président du Comité consultatif pour les questions administratives
et budgétaires : M. MSELLE

SOMMAIRE

POINT 113 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORTS FINANCIERS ET ETATS FINANCIERS VERIFIES ET
RAPPORTS DU COMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES (suite)

- a) PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT (suite)
- b) FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE (suite)

POINT 115 DE L'ORDRE DU JOUR : PROJET DE BUDGET-PROGRAMME POUR L'EXERCICE BIENNAL
1988-1989

Incidences sur le budget-programme du projet de résolution A/42/L.1, relatif
au point 24 de l'ordre du jour

*Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GENERALE
A/C.5/42/SR.8
22 octobre 1987
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

La séance est ouverte à 10 h 5.

POINT 113 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORTS FINANCIERS ET ETATS FINANCIERS VERIFIES ET RAPPORTS DU COMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES (suite) (A/42/5/Add.1 et 2, A/42/372, 399, 437, 438 et 579)

a) PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT (suite)

1. M. BROWN (Administrateur associé du PNUD) déclare que l'Administration du PNUD est toujours reconnaissante au Comité des commissaires aux comptes de ses observations et critiques, qui, cette année, ont revêtu un caractère particulièrement approfondi. Le PNUD a tiré un très grand parti de la possibilité qu'il a eue d'examiner à fond les opinions et conclusions du Comité. Néanmoins, il y a divergences d'opinion technique sur plusieurs des points soulevés par le Comité, car certaines des procédures que les commissaires aux comptes préconisent ou demandent ne sont pas compatibles avec les pratiques que le PNUD observe conformément aux décisions de son conseil d'administration et de l'Assemblée générale.

2. Le Comité a reproché au PNUD de se reposer, pour la vérification, sur les procédures et les conclusions des agents d'exécution. Or, lors de vérifications antérieures, il avait reconnu cette pratique et, si le PNUD devait l'abandonner, il en découlerait des modifications fondamentales; il resterait à déterminer combien il en coûterait au PNUD de procéder lui-même à la vérification de ces comptes. Pareil changement n'est pas de la compétence de l'Administrateur et appellerait nécessairement une décision du Conseil d'administration. L'Administration n'est donc pas en mesure de tenir compte des recommandations du Comité à cet égard.

3. Sur plusieurs autres questions, les recommandations du Comité sont en contradiction avec les décisions prises par le Conseil d'administration, par exemple dans les domaines suivants : dépenses d'appui aux programmes; traitement des recettes et des dépenses dans le cas des accords relatifs à la participation aux coûts; contributions de contrepartie des gouvernements en espèces et fonds d'affectation spéciale; réserve opérationnelle. Certaines des autres observations du Comité touchent le domaine opérationnel et elles ont été étudiées de temps à autre par le Conseil d'administration, à qui les remarques du Comité seront communiquées pour qu'il les examine à sa session de 1988.

4. Le Conseil d'administration a demandé un rapport complet sur l'expérience du PNUD touchant l'exécution de projets par les gouvernements. Il a été procédé à une évaluation et le Conseil sera saisi du rapport à sa session de juin 1988.

5. Le rapport entre le coût de l'appui administratif et le volume total d'exécution des programmes est une question dont on se préoccupe constamment. Néanmoins, l'Administration du PNUD estime que l'on a tort de considérer qu'une mesure rudimentaire de la relation entre les dépenses d'administration et l'exécution des programmes sur la base des CIP (chiffres indicatifs de planification) constitue un moyen d'apprécier le caractère efficace et économique de la gestion. L'exécution des CIP n'est que l'une des tâches accomplies par

(M. Brown)

l'Administration du PNUD. M. Brown ne veut pas dire qu'il ne devrait pas y avoir de plafond aux dépenses d'administration. En fait, pour la période 1988-1989, l'Administration compte sur une augmentation substantielle de l'exécution des programmes, encore que, pour ces années, elle ait présenté un budget sur la base zéro. Cette augmentation est le signe de sa volonté de bien continuer de contrôler le rapport entre l'exécution des programmes et les dépenses d'administration.

6. Les commissaires aux comptes ont exprimé la crainte que le volume d'exécution des programmes n'augmente aux dépens de la qualité. M. Brown ne pense pas que cela risque d'être le cas, attendu que, ces trois dernières années, l'Administration a considérablement augmenté le nombre des mesures qu'elle applique en matière de contrôle de la qualité. En fait, on l'a critiquée en disant que les nouvelles procédures retarderaient l'exécution des programmes. Dans la réalité, une étude récente a montré que le PNUD a su concilier trois exigences : efficacité administrative, accroissement de l'exécution des programmes et amélioration de la qualité.

7. Certains des problèmes soulevés par les commissaires sont déjà résolus. Tel est le cas du problème du taux de change dans un pays et de l'amortissement des dépenses dans les locaux. C'est aussi le cas des fraudes ou fraudes présumées, car on a, chaque fois, intégralement récupéré les montants en question ou réglé l'affaire par voie disciplinaire.

8. L'Administration du PNUD reconnaît que, dans certains cas, les commissaires ont émis des critiques fondées. C'est le cas pour les biens durables. De nouvelles procédures de contrôle des stocks entreront en vigueur en 1988 et M. Brown espère qu'elles résoudront le problème. D'autre part, il y a du retard dans la vérification des comptes relatifs aux voyages. On s'emploie à régler le problème et l'on pense que l'apurement sera complètement achevé d'ici août 1988. De nombreuses mesures ont été prises pour améliorer les contrôles budgétaires et la section du budget du PNUD est convenue que tous les représentants résidents et représentants résidents adjoints devraient avoir la possibilité d'examiner les contrôles budgétaires lorsqu'ils se rendent au siège. Un manuel de gestion financière à l'intention du siège sera publié avant la fin de l'année et l'on est en train de mettre à jour le manuel relatif aux activités sur le terrain.

9. On a reproché à la Division des services d'information de gestion de ne pas avoir de stratégie bien définie. L'Administration a longuement expliqué aux commissaires les problèmes auxquels le PNUD s'est heurté touchant le traitement électronique de l'information alors que la technologie évoluait rapidement, mais M. Brown reconnaît que le plan stratégique suivi par la Division a besoin d'être mis à jour et que la communication des données entre le siège et les bureaux extérieurs du PNUD devrait être rationalisée.

10. Le représentant du Canada a demandé quelle proportion des projets exécutés par les gouvernements faisait l'objet d'une véritable vérification des comptes. Cette proportion est de 11 à 17 %, soit probablement un peu plus que dans le cas des projets non exécutés par les gouvernements. Il est tout à fait possible que le PNUD réexamine s'il doit se fonder sur des vérifications extérieures pour les

(M. Brown)

projets exécutés par les gouvernements. Actuellement, il reçoit en général des attestations certifiées de dépenses des services gouvernementaux concernés. Les gouvernements appliquent leurs propres procédures de vérification des comptes. La question est de celles qui seront abordées dans le rapport présenté au Conseil d'administration à sa session de juin 1988.

11. Le représentant du Canada a aussi demandé quels ajustements le PNUD devait apporter à ses comptes lorsqu'il reçoit les comptes vérifiés des agents d'exécution. La question est d'importance. Les comptes vérifiés pour 1984-1985 d'un agent d'exécution comprenaient un montant de 3,2 millions de dollars ne figurant pas dans les sommes initiales signalées au PNUD. Pour opérer la rectification voulue, il a, toutefois, suffi de diminuer les crédits budgétaires pour 1984 et de les augmenter pour 1985, de façon à ramener la divergence à 0. Au cours des années, l'effet total des ajustements de cette nature a été le suivant : réduction de 370 000 dollars dans les comptes de 1983 (avec augmentations correspondantes dans les comptes d'autres années); diminution de 170 000 dollars en 1984; diminution de 1 035 000 dollars en 1985; diminution de 96 000 dollars en 1986. Les ajustements pour 1986 sont à considérer dans le contexte des transactions totales, qui dépassent 1 milliard de dollars. Les apurements rendus nécessaires par la réception des comptes vérifiés des agents d'exécution n'ont pas entraîné de dépenses injustifiées : il n'y a eu qu'à transférer les dépenses d'une année ou d'une catégorie à une autre. M. Brown espère que la Cinquième Commission en tiendra compte lorsqu'elle formulera ses recommandations.

12. Le représentant de l'Inde a demandé à quelles difficultés précises le PNUD se heurtait pour augmenter le taux d'exécution des programmes. La question a été examinée dans le plus grand détail par un groupe de travail du Conseil d'administration et plusieurs facteurs ont été identifiés comme influant sur le taux d'exécution. Le problème est, en fait, tripartite, puisqu'il met en cause les agents d'exécution, les gouvernements et le PNUD lui-même. Quoi qu'il en soit, on s'attend que le volume d'exécution des programmes soit plus élevé en 1987 qu'en 1986 et plus élevé aussi en 1988 qu'en 1987.

13. Le représentant du Brésil a demandé pourquoi les états financiers du PNUD relatifs à 1986 n'avaient pas été soumis directement au Comité des commissaires aux comptes par l'Administrateur. Peut-être y a-t-il malentendu et le représentant a-t-il voulu parler du rapport financier de l'Administrateur, car il va de soi que le Comité a été saisi des états financiers. En tout cas, le rapport financier de l'Administrateur ne contient pas d'information qui n'ait déjà été communiquée au Comité des commissaires aux comptes.

14. Le représentant du Brésil s'est aussi enquis des pertes résultant du retard dans l'apurement des comptes. Sur un total non réglé de 860 000 dollars concernant 1986 et les années précédentes, il n'a fallu annuler qu'un montant de 15 000 dollars, surtout parce que les fonctionnaires concernés avaient quitté le PNUD avant d'apurer leurs comptes.

15. Quant aux relations entre le PNUD et le FNUAP, une réunion de représentants de haut niveau des deux organismes est déjà prévue pour examiner comment régler au mieux certains des problèmes soulevés par le Comité des commissaires aux comptes.

(M. Brown)

16. Dans ses observations écrites, l'Administration a expliqué dans le détail l'ampleur des réserves liquides du Programme. Pour juger de la liquidité des fonds du PNUD, il ne suffit pas de se reporter aux totaux consignés dans le bilan : les comptes qui sont fongibles doivent être distingués de ceux que l'on ne peut utiliser qu'à des fins clairement spécifiées. Ainsi, sur les 685 millions de dollars que le PNUD possède en avoirs liquides, 200 millions de dollars doivent, d'ordre du Conseil d'administration, constituer une réserve opérationnelle distincte et absolument liquide. Le Conseil d'administration a aussi demandé que l'on garde 25 millions de dollars en réserve pour la construction de bureaux et de logements destinés au personnel de projets. En outre, 147 millions de dollars sont inscrits dans les comptes établis pour la participation aux coûts, les contributions de contrepartie en espèces des gouvernements et les autres fonds d'affectation spéciale : rien ne peut être prélevé sur cette somme pour être viré à aucun autre compte. En outre, pour protéger le PNUD, tous les contributeurs aux fonds d'affectation spéciale sont priés d'acquitter leurs contributions par avance. De ce fait, le Programme a toujours des soldes substantiels dans les fonds d'affectation spéciale. Cela ne doit pas donner lieu à critiques : il s'agit d'une pratique de gestion prudente, grâce à laquelle le PNUD n'aura jamais à prélever sur les ressources générales pour compenser une insuffisance de rentrées au titre de la participation aux coûts ou des activités appuyées par des fonds d'affectation spéciale. Cela laisse un total de 330 millions de dollars en ressources générales liquides, mais la valeur de ce solde peut changer très rapidement selon les fluctuations du cours du dollar des Etats-Unis : la valeur en dollars des ressources générales libellées dans des monnaies autres a augmenté d'environ 100 millions de dollars en 1986. Le Programme ne peut pas fonctionner sur le postulat selon lequel la valeur du dollar continuera de diminuer.

17. En regard du montant des réserves, il faut considérer le volume des dépenses planifiées par le PNUD pour les années à venir. On s'attend que de 800 à 900 millions de dollars soient dépensés en 1987 par prélèvement sur les ressources générales; le Programme a aussi des engagements non alloués de 288 millions de dollars. Bien que le PNUD reçoive ses recettes sur une base annuelle, il prévoit généralement ses engagements relatifs aux projets de deux à quatre ans par avance. En juin 1987, il avait plus d'un milliard de dollars d'engagements signés en regard de ses ressources générales.

18. La délégation des Etats-Unis a posé une série de questions concernant la vérification des fonds relatifs aux activités non de base et celle des projets exécutés par des agents autres que le PNUD; en réalité, ces questions sont à poser au Comité des commissaires aux comptes. L'Administration du PNUD ne peut donner pour instructions aux commissaires aux comptes de vérifier tel aspect particulier de ses opérations; ce n'est pas à lui non plus d'expliquer pourquoi une vérification est plus ou moins approfondie ni pourquoi le Comité a omis de vérifier certaines activités dans le passé.

19. M. FIGUEIRA (Brésil) constate qu'il ressort de l'intervention de l'Administrateur associé que l'une des questions posées par sa délégation ne l'a pas été en termes assez clairs. Il s'est intéressé à la lettre datée du 30 avril 1987, transmettant les états financiers du PNUD pour 1986 au Président du Comité des commissaires aux comptes. Cette lettre n'a été signée ni par

/...

(M. Figueira, Brésil)

l'Administrateur ni par l'Administrateur associé, comme on s'y serait normalement attendu. Etant donné que le Comité a émis une opinion mitigée sur les comptes du PNUD, M. Figueira se demande si le fait que ni l'Administrateur ni l'Administrateur associé n'ont signé la lettre d'envoi donne à comprendre qu'ils entendaient se dissocier des états financiers.

20. M. BOUR (France) note qu'il n'est pas inhabituel que des observations et recommandations du Comité des commissaires aux comptes s'écartent de décisions prises par le Conseil d'administration, voire par l'Assemblée générale. Ni le Conseil ni l'Assemblée n'ont une vue complète de la situation financière du PNUD et l'une des fonctions du Comité est de suggérer des améliorations. Il ne faut pas rejeter d'emblée les observations du Comité pour cette simple raison qu'elles contredisent les directives données à l'Administration par l'Assemblée générale ou le Conseil d'administration.

21. Tout en prenant note de l'explication de l'Administrateur associé touchant les importantes réserves liquides conservées par le Programme, la délégation française n'est pas encore convaincue que ces réserves doivent être d'un montant aussi élevé. Etant donné les conclusions dont le Comité des commissaires aux comptes a fait part au Conseil d'administration en mai 1987, elle se demande aussi pourquoi l'Administration a recherché une révision de la formule qui régit le montant de la réserve opérationnelle (A/42/5/Add.1, par. 59).

22. M. LADJOUZI (Algérie) pense que, une fois que des observations faites par le Comité des commissaires aux comptes ont été adoptées par la Cinquième Commission et l'Assemblée générale, il incombe à l'Administration d'y donner suite. Quant aux liquidités, la délégation algérienne estime que le montant s'en explique, en partie au moins, par l'augmentation des annonces de contributions des Etats Membres; aussi s'attend-elle à un relèvement des CIP. M. Ladjouzi demande si l'Administrateur associé peut confirmer que le PNUD sera en mesure de présenter des propositions pour relever les CIP lorsque les contributions des Etats Membres dépassent ses prévisions.

23. M. GUPTA (Inde) note que le Comité des commissaires aux comptes a signalé qu'il y avait place pour des améliorations considérables quant à l'utilisation des possibilités qui s'offrent de faire des achats dans les pays en développement. Cette question a fait l'objet d'un débat très approfondi au Conseil d'administration, en juin 1987, lorsqu'il a été décidé d'ajouter deux postes temporaires au Groupe des services d'achats et de fournitures interorganisations.

24. Les commissaires aux comptes ont signalé aussi que l'Administration imputait les pertes au change sur les CIP, bien que l'on n'ait pas clairement décidé si cette procédure est appropriée. M. Gupta entendra avec intérêt les observations de l'Administrateur associé sur les deux points qu'il vient de soulever.

25. M. BROWN (Administrateur associé du PNUD), répondant au représentant du Brésil, déclare qu'à la date de la lettre d'envoi, à savoir le 30 avril 1987, tant l'Administrateur que lui-même étaient absents du siège, car ils participaient à une réunion du Comité administratif de coordination. En conséquence, la lettre a été signée par M. Andrew J. Joseph, responsable par intérim. Comme tous les hauts

(M. Brown)

fonctionnaires du PNUD avaient donné leur agrément à la lettre, il semblait approprié que ce responsable la signe. En plus, il y avait une date limite pour l'envoi de cette lettre. En conséquence, il n'y a aucunement lieu de penser que la direction du PNUD ne donnait pas son agrément à l'affirmation selon laquelle les comptes avaient l'approbation du PNUD.

26. Répondant au représentant de la France, M. Brown tient à faire observer que le Conseil d'administration du PNUD est analogue au conseil d'administration d'une organisation, qui décide en dernier ressort de ce que l'organisation peut faire. M. Brown ne veut nullement dire que le Comité des commissaires aux comptes n'est pas en droit de faire une observation, critique ou non, touchant une décision prise par l'Assemblée générale ou le Conseil d'administration. Il estime, toutefois, qu'il n'y a pas à émettre d'opinion mitigée sur les comptes du PNUD parce que l'Administration a suivi les directives de son organe directeur. Ce qui est en cause, c'est la politique de ce dernier et c'est donc ce dernier, selon M. Brown, qu'il convient de saisir. L'Administration accepte d'être critiquée ou blâmée si elle agit contrairement à la décision de son organe directeur. Mais il lui est absolument impossible de donner suite à une observation figurant dans le rapport de vérification qui va à l'encontre d'une décision de son organe directeur. La réserve émise par le Comité des commissaires aux comptes n'est donc pas recevable.

27. Beaucoup d'éléments fondamentaux sont en cause. Le PNUD est une organisation alimentée par des contributions volontaires et l'Assemblée générale a confié sa gestion à un Conseil d'administration. Ce dernier a arrêté certaines procédures et certains précédents en matière de fonctionnement. Par exemple, il n'y a jamais eu de vote au Conseil d'administration, l'une des raisons étant que, s'il y avait un vote dont le résultat déplairait aux principaux donateurs, ces derniers, la fois suivante, se désintéresseraient de la question. La situation du PNUD est donc différente de celle d'un organe qui tire ses ressources de contributions statutaires. La question est extrêmement importante et, selon M. Brown, devrait être débattue à l'échelon le plus élevé.

28. Le représentant de l'Algérie a émis l'opinion que, une fois que la Cinquième Commission a adopté le rapport du Comité des commissaires aux comptes, l'Administration devrait immédiatement donner suite à ses recommandations. Selon M. Brown, si la Cinquième Commission prend une décision contraire à la politique arrêtée par le Conseil d'administration, il s'ensuit que l'Administration du PNUD, avant d'agir, a pour responsabilité de demander des instructions au Conseil d'administration. Il n'est pas équitable de mettre l'Administration au milieu, entre la Cinquième Commission et le Conseil d'administration.

29. La question de la réserve opérationnelle, que le représentant de la France a mentionnée, continue d'être examinée dans le détail au Comité budgétaire et financier du Conseil d'administration. Les comptes du PNUD reflètent la décision prise en la matière par le Conseil d'administration.

30. Le représentant de l'Algérie a demandé si, en raison des liquidités accrues découlant d'une augmentation des contributions annoncées, l'Administration recommanderait de relever les CIP. S'il est vrai que de 3 à 4 % de l'augmentation des liquidités tient à celle des contributions annoncées, il reste que, pour

(M. Brown)

environ 100 millions de dollars, l'augmentation s'explique par la hausse de nombreuses monnaies par rapport au dollar des Etats-Unis. Une conséquence a été que la valeur réelle des CIP fixés en 1985 est maintenant moins élevée en dollars. Une équipe spéciale du PNUD examine actuellement les incidences des fluctuations des taux de change et, après la Conférence d'annonce des contributions en février 1988, la question sera encore étudiée par la direction du PNUD en vue de parvenir à un accord sur les mesures qu'il faut prendre.

31. Quant au point soulevé par le représentant de l'Inde, M. Brown peut confirmer que l'on est en train de recruter les deux fonctionnaires supplémentaires autorisés pour le Groupe des services d'achats et de fournitures interorganisations. Toute la question des achats fait l'objet d'un examen approfondi. Il reste que la plupart des achats faits avec des fonds du PNUD sont effectués par les agents d'exécution. Le PNUD a envoyé des missions auprès de pratiquement chacun de ces derniers à propos du réaménagement de leurs politiques d'achat. Néanmoins, c'est aux agents d'exécution eux-mêmes qu'il incombe d'opérer les changements nécessaires, le PNUD ne pouvant leur dicter ce qu'ils doivent faire. Au demeurant, nombre d'entre eux ont déjà indiqué qu'ils avaient conscience du problème et qu'ils ne négligeaient rien pour améliorer les achats locaux dans les pays en développement.

32. Le représentant de l'Inde a mentionné le paragraphe 57 du rapport des commissaires aux comptes (A/42/5/Add.1), où il est dit que des pertes au change ont été imputées sur le CIP d'un pays donné sans attendre les résultats de l'arbitrage. A cet égard, le PNUD a pour pratique d'imputer sur le CIP d'un pays le coût exact de l'achat de la monnaie locale.

33. M. LADJOUI (Algérie) estime que lorsqu'il y a des divergences de vues entre les commissaires aux comptes et un organe directeur, il devrait en être fait mention dans le rapport de vérification; il faudrait s'enquérir en même temps des vues de l'organe considéré. Il ya là un sérieux problème de coordination.

34. M. BOUR (France) estime lui aussi que s'il y a divergence entre une décision déjà adoptée par le Conseil d'administration et l'avis des commissaires aux comptes, la question doit être portée à l'attention du Conseil d'administration, qui doit réexaminer sa position.

b) FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE (suite)

35. Mme LOKHAUG (Directeur général adjoint par intérim, chargée des opérations au FISE) dit que le Directeur général lui a demandé de faire bien comprendre à la Cinquième Commission que les questions soulevées par le Comité des commissaires aux comptes au cours de son examen des comptes de 1986 sont pour l'Administration du Fonds d'une extrême importance. Que les commissaires aient pour l'instant refusé d'émettre une opinion est un événement à la fois grave et regrettable. A cet égard, le FISE se félicite de l'idée d'une vérification élargie proposée par les commissaires aux comptes et appuyée par le Comité consultatif et un grand nombre de délégations; il espère que cette opération pourra se faire aussitôt que possible et que le Comité sera en mesure d'achever son rapport et d'émettre un avis avant la session d'avril 1988 du Conseil exécutif.

/...

(Mme Lokhaug)

36. Toutes les mesures correctives seront prises; un certain nombre sont déjà en cours d'application. Le Directeur général a demandé aux services intéressés un rapport préliminaire sur ce qu'ils ont déjà entrepris et qui sera suivi par la haute direction. Comme l'a recommandé le Comité consultatif, le FISE présentera au CCQAB, à sa session d'automne 1988, un rapport complet sur la mise en application de toutes les recommandations qui figurent dans le rapport du Comité des commissaires aux comptes.

37. On peut diviser les questions soulevées par le Comité des commissaires aux comptes en trois grandes catégories : questions de technique comptable; questions de "systèmes"; questions de politique générale. Pour ce qui est des premières, le FISE a déjà apporté les correctifs dont il était convenu avec les commissaires et il est en voie de remédier aux autres problèmes de comptabilité. Cela devrait répondre à la préoccupation exprimée par le représentant de la RSS d'Ukraine. Pour ce qui est des questions de "systèmes" évoquées par le représentant du Danemark au nom de la CEE, le FISE continue de s'efforcer d'apporter les modifications nécessaires. Certaines solutions seront d'ordre provisoire, parce que le Fonds a déjà entrepris de réviser et de mettre à jour son régime comptable, opération qui devrait s'achever en 1989. En ce qui concerne enfin les diverses questions de politique générale signalées par le Comité des commissaires aux comptes, elles seront soumises à l'examen du Conseil d'administration en 1988.

38. La vérification des comptes a montré à l'évidence qu'il serait utile de préciser davantage certaines procédures comptables du FISE et la logique comptable qui les sous-tend dans le domaine des fonds supplémentaires. Il a été reconnu par les deux parties que ni les commissaires aux comptes ni l'Administration ne seraient en mesure, les opérations de vérification de 1986 étant restées limitées, de trouver un accommodement sur certains problèmes en suspens dans les délais fixés. L'Administration a reconnu que, pour des raisons de présentation, elle aurait à remanier certains états du bilan de 1986.

39. Le représentant du Brésil a demandé pourquoi la vérification des comptes n'avait pas été achevée. Il doit savoir qu'un délai était imposé aux commissaires aux comptes, qui devaient mettre la dernière main à leur rapport à temps pour qu'il soit présenté au Comité consultatif et à la Cinquième Commission. Au moment où il a fallu conclure que certains problèmes restaient sans solution, la plupart des membres du Comité étaient déjà retournés chez eux. Etant donné le temps qui leur était imparti et les ressources dont ils disposaient pour les vérifications en fin d'exercice, les commissaires n'ont pas pu pousser l'analyse jusqu'à un apurement des comptes qui aurait satisfait tout le monde. Il a donc été entendu qu'aucun jugement ne serait porté sur les états financiers de 1986, en attendant que les commissaires aient le temps d'achever leur examen, avec un éventuel élargissement de sa portée.

40. L'une des grandes questions soulevées dans le rapport concerne la comptabilité des projets financés à l'aide de ressources supplémentaires et, plus précisément, les virements temporaires de ressources générales, la date d'effet des recettes et un éventuel excédent des dépenses sur les engagements autorisés. Il faut savoir que ces pratiques ne datent pas de 1986 et qu'il y a des années qu'elles sont en usage; comme les commissaires ne peuvent vérifier tous les domaines comptables tous les ans, ce n'est qu'à l'exercice 1986 qu'elles ont fait l'objet d'un examen.

(Mme Lokhaug)

41. L'idée des projets "notés", venant en sus des programmes financés à l'aide des ressources générales, a été formalisée en 1970. Ces projets ont ceci de particulier dans le système des Nations Unies qu'ils ne fonctionnent pas comme des projets financés à l'aide de fonds en dépôt, mais sont approuvés et suivis comme partie intégrante d'autres activités. En 1976, le Conseil d'administration du FISE a adopté pour politique de traiter les fonds supplémentaires comme une fraction des recettes totales du FISE; mais, comme les donateurs souhaitaient qu'on leur rendît des comptes, ces projets "notés" ont été comptabilisés à part.

42. Au cours de la période de 1976-1986, le FISE a appliqué une règle constante en matière de date de comptabilisation des fonds supplémentaires qu'il recevait. En vertu de cette règle, analogue à celle qui régit les ressources générales, la contribution fournie par un gouvernement donateur est prise en note à l'issue des pourparlers et au moment où le Fonds reçoit, soit la preuve de l'engagement formel, soit le montant lui-même. Selon la teneur des pourparlers, la contribution peut être comptabilisée en totalité comme recette de l'exercice en cours, ou bien être enregistrée en partie comme montant à recevoir. C'est cette méthode que le Fonds a appliquée tout au long de l'année 1986. Cependant, lorsque l'Administration a examiné les livres comptables à l'occasion de la vérification, elle s'est aperçue que, dans certains cas, les documents consacrant la date d'effet des recettes convenue au cours des négociations n'étaient pas au dossier. De plus, la question des intentions des donateurs n'était pas explicitement exposée dans les règlements comptables du FISE, ce qui laissait planer quelque ambiguïté sur la manière de comptabiliser les recettes courantes par opposition aux recettes à percevoir.

43. Les représentants du Danemark (qui a pris la parole au nom de la CEE), des Pays-Bas et du Nigeria ont soulevé la question de la date de comptabilisation des recettes à propos de l'état des recettes de 1986. Ils ont relevé au paragraphe 22 du rapport du Comité consultatif (A/42/579) que les ajustements à apporter aux comptes du FISE sur la base des constatations incomplètes des vérificateurs se traduiraient par un excédent des dépenses sur les recettes de 5,9 millions de dollars. Cependant, comme le Comité consultatif le fait observer au paragraphe 23 du même rapport, la vérification élargie des comptes de 1986 amènera à modifier les rubriques comptables et, par là, compensera l'essentiel de l'ajustement des comptes de 1986. Le FISE est convenu avec les commissaires que le Fonds devrait tenir compte des intentions des donateurs dans sa comptabilisation des entrées de fonds. Il a déjà entrepris de solliciter par écrit, auprès des donateurs, un état annuel officiel des contributions qu'ils ont versées, aux fins de leur inscription comme recettes dans les livres du FISE. Cette procédure est consacrée dans le Règlement financier et les règles de gestion financières du FISE et entrera en vigueur en janvier 1988.

44. Pour ce qui est de l'affectation temporaire des fonds aux projets "notés", le Conseil d'administration pouvait confirmer encore en 1986 qu'il n'y avait aucune différence fondamentale entre les projets financés à l'aide des ressources générales et les projets "notés" financés à l'aide de fonds supplémentaires. Les projets des deux catégories sont soumis à l'approbation du pays bénéficiaire et du Conseil d'administration du FISE, et représentent en règle générale des éléments complémentaires d'une même réalisation. C'est pourquoi, dans les cas où le financement d'un projet "noté" a été annoncé, ou dans des situations d'urgence, le FISE a pu entreprendre l'exécution de certaines activités avant d'avoir reçu une

(Mme Lokhaug)

promesse ferme ou les fonds eux-mêmes, dans la mesure où il lui était possible de prélever sur les ressources générales affectées aux pays concernés le montant correspondant aux dépenses. En bref, toutes les dépenses sont comptabilisées au moment où elles sont engagées, la seule conséquence étant que l'on rééchelonne le programme approuvé du pays. Jamais le Conseil d'administration n'approuve de dépenses qui dépassent le montant des recommandations qu'il a adoptées en ce qui concerne le niveau total du programme du pays.

45. L'Administration sait bien que les recettes que représentent les fonds supplémentaires sont en croissance constante, puisqu'elles sont passées de 16 millions de dollars en 1976 à 164 millions de dollars en 1986. C'est en gardant cette considération à l'esprit que l'Administration et le Conseil du Fonds ont réexaminé leur politique en matière de projets financés par les fonds supplémentaires en 1983, 1985 et 1986. L'Administration pensait comme le Comité des commissaires aux comptes qu'il y aurait lieu de soumettre à l'approbation du Conseil d'administration un exposé clair des procédures en vigueur. Il est de fait que le Conseil d'administration a décidé l'année précédente de procéder à l'examen général de la question en 1988. Le rapport que doit lui adresser l'Administration couvrira toutes les questions soulevées par les commissaires aux comptes à propos des fonds supplémentaires, et sera transmis, comme cela a été demandé, pour examen et observations au Comité consultatif en décembre 1987. Au surplus, le Directeur général du Fonds a décidé de rencontrer à ce propos, à titre officieux, le Conseil d'administration à la fin de novembre 1987.

46. En réponse aux remarques qui ont été faites sur le budget de la célébration du quarantième anniversaire du Fonds, Mme Lokhaug déclare que l'Administration est en train d'établir un rapport sur les recettes et les dépenses liées à ces manifestations, y compris celles de la première Course autour du monde et de la Campagne d'aide sportive; ce rapport sera présenté (pour aval) à la session de 1988 du Conseil d'administration.

47. Les observations présentées par les commissaires aux comptes sur le mécanisme qui permet de virer des crédits d'une rubrique budgétaire ou d'un chef de dépenses à l'autre sont certainement valables du point de vue de la vérification des comptes. Les mesures que l'on entend prendre pour donner suite à leurs recommandations assureront une plus grande transparence de la comptabilité et un meilleur contrôle de la gestion des fonds. De plus, le Conseil d'administration a instauré en 1987 de nouveaux chefs de dépenses, ce qui permettra un contrôle plus strict. Il a mis un terme aux virements budgétaires automatiques en fin d'année. Dorénavant, la qualité du contrôle budgétaire sera l'un des éléments qui lui permettront d'apprécier les résultats du personnel de direction du FISE. Les virements signalés par les commissaires représentent au total 1,8 % des transferts entre chefs de dépenses, ce qui est largement inférieur à la limite de 5 % imposée au Directeur général par le Conseil d'administration.

48. Avant même l'opération de vérification des comptes, on a mis fin à la pratique consistant à utiliser les bons d'achat pour s'assurer des services contractuels. Une circulaire administrative a été publiée, qui précise sans ambages que les bons d'achat doivent servir uniquement à acquérir du matériel et des fournitures. La haute direction a récemment repris la question et a mis également un terme à l'utilisation des bons d'achat pour obtenir des services contractuels des

/...

(Mme Lokhaug)

institutions. En ce qui concerne le règlement financier et les règles de gestion financière du Fonds, qui sont en cours d'élaboration, Mme Lokhaug peut assurer la Commission que les recommandations des commissaires aux comptes reçoivent toute l'attention voulue.

49. En conclusion, la représentante du FISE remercie les délégations qui ont noté que le refus temporaire de quitus n'était motivé ni par les fraudes, ni par les présomptions de fraude, ni par les détournements de fonds. Le FISE continue de tenir la promesse faite par son premier directeur exécutif : le Fonds n'est que le dépositaire des deniers qu'il perçoit. Mme Lokhaug remercie également le Comité des commissaires aux comptes de la manière très professionnelle dont il a assumé sa charge. L'Administration s'attend que le refus d'émettre un avis sera bientôt rapporté. Le FISE estime en effet que sa mission, qui est de pourvoir aux besoins des mères et des enfants du monde, exige de lui des pratiques administratives irréprochables. Plusieurs délégations ont cependant rappelé qu'une comptabilité trop rigide ou bureaucratique ne devait pas entraver la réalisation du Programme. Le FISE est prêt à relever le défi et à concilier les objectifs d'un bon contrôle interne de la gestion et d'une comptabilité transparente avec ceux de la réalisation de ses activités. Il a l'intention de se montrer aussi techniquement irréprochable dans la gestion des fonds qui lui sont confiés qu'il a pu l'être dans leur utilisation.

50. M. MUDHO (Kenya) déclare que sa délégation a toute confiance dans l'Administration du FISE, qui saura certainement combler les lacunes signalées par le Comité des commissaires aux comptes et poursuivre les précieuses activités du Fonds. Il se demande si la vérification étendue envisagée pourrait être terminée avant la prochaine session du Conseil d'administration.

51. M. BOUR (France) se félicite que l'Administration du FISE ait pris la ferme résolution de prendre des mesures correctives. Il ne doute pas qu'après cela le FISE bénéficiera comme toujours du soutien sans réserve des donateurs et de la communauté internationale. Il se dit certain que les correctifs nécessaires seront apportés sans tarder, mais très préoccupé par la lenteur avec laquelle on remédie aux anomalies relevées dans le fonctionnement de l'opération Cartes de vœux et de l'UNIPAC, deux domaines sur lesquels le Comité des commissaires aux comptes avait attiré l'attention dans ses rapports précédents; il voudrait connaître les raisons de cette lenteur.

52. M. LADJOUZI (Algérie) se félicite de l'attitude constructive de l'Administration du FISE et de son désir de donner suite autant que faire se pourra aux recommandations du Comité des commissaires aux comptes. Cependant, la délégation algérienne s'interroge vraiment sur le reproche fondamental que l'on a fait au FISE, à savoir qu'il a financé des projets à l'aide de prélèvements temporaires opérés sur les ressources générales du Fonds. À la fin de l'opération de vérification élargie, le FISE devrait avoir la faculté de conserver ses méthodes, afin de disposer de la souplesse que réclame l'exécution de ses projets. M. Ladjouzi voudrait connaître le coût pour le FISE de cette opération de vérification, et les incidences qu'elle pourra avoir sur les programmes et les projets du Fonds. Il insiste enfin sur le fait que lorsqu'on prévoit des dépenses très importantes, comme cela a été le cas pour la célébration du quarantième anniversaire, il faut demander l'avis préalable du Conseil d'administration.

/...

53. M. DEVREUX (Belgique) déclare que, dans son rapport à la quarante et unième session de l'Assemblée générale (A/41/5/Add.2), le Comité des commissaires aux comptes notait à propos de l'opération Cartes de vœux que le montant total des commissions et des dépenses directes liées aux ventes des cartes représentait 26,7 % du montant brut des ventes. Dans deux pays, ces taux étaient de 65,6 et 53,3 %. Le Comité des commissaires aux comptes a fait alors observer que si l'objectif de 25 % avait pu être atteint, des économies de 1,4 million de dollars auraient été réalisées. La discussion de ce point à l'Assemblée générale a fait apparaître que certains comités nationaux versaient une partie de leur revenu aux ressources générales du Fonds, mais que ce dernier n'utilisait pas ces données pour calculer le taux net de frais généraux des comités nationaux, et les inciter à l'économie. Dans ce contexte, la délégation belge souhaiterait qu'on l'informe de l'évolution, depuis l'année précédente, de la part des commissions et des dépenses directes liées aux ventes relativement au montant brut de ces ventes, qu'on la mette au courant des efforts pour rester dans la limite de 25 % et qu'on lui dise si les taux les plus élevés (65,6 % et 53 %) ont été réduits. Elle demande également si le FISE a pris des mesures pour calculer le taux des frais généraux des divers comités nationaux et les comparer entre eux, afin de permettre des économies et d'accroître les recettes nettes du Fonds.

54. Aux paragraphes 87 à 91 de son rapport à la quarante-deuxième session, le Comité des commissaires aux comptes note que certaines dépenses liées à la construction de l'UNICEF House, comme le salaire et les indemnités du directeur du projet, les honoraires d'un consultant recruté pour cette réalisation, et les dépenses d'installations électriques et d'éclairage, ont été imputées sur le budget ordinaire, et non sur le budget établi exprès. Le fait que le Directeur général ait été prié par le Comité consultatif d'établir un rapport détaillé sur l'utilisation du budget de l'UNICEF House, et que le Conseil d'administration ait à plusieurs reprises demandé à être informé des coûts de l'UNICEF House, accroît encore la gravité du problème. Vu l'attention particulière dont ce programme a fait l'objet, la délégation belge a peine à expliquer ce manquement par l'erreur ou la négligence. Elle souhaiterait savoir comment une telle pratique a été possible et quand, par qui et comment cette imputation fautive des débours a été approuvée, pour chaque objet de dépense.

55. M. MURRAY (Royaume-Uni) voudrait savoir à quel stade en est l'élaboration du règlement financier et des règles de gestion financière propres au FISE et, si elle n'est pas encore achevée, quel est le régime actuellement en vigueur au Fonds. Il souscrit aux remarques présentées par la délégation belge à propos du budget de l'UNICEF House, et fait remarquer que le salaire et les indemnités du secrétaire du projet ont été comptabilisés d'abord de la bonne façon, puis de la mauvaise [A/42/5/Add.2, par. 89 b)]. Il aimerait connaître les raisons d'un tel état de choses. Le Comité consultatif s'est exprimé avec une grande fermeté (A/42/579, par. 33) sur l'utilisation des bons d'achat et on peut se féliciter que cette pratique reprochable ait déjà disparu. Dans la récapitulation de ses observations sur les activités et les structures du FISE, le Corps commun d'inspection a pu observer que le rapport dépenses d'appui/dépenses du Programme était parmi les moins favorables de tout le système des Nations Unies (A/42/34, par. 92). Il souhaiterait entendre la réponse de l'Administration sur ce point.

56. Mme LOKHAUG (Directeur général adjoint par intérim, chargée des opérations du FISE), répondant aux questions posées par le représentant de la France, dit que des solutions provisoires doivent être trouvées étant donné l'impossibilité de modifier du jour au lendemain le régime comptable complexe du Fonds. Les problèmes les plus cruciaux seront néanmoins traités dans le cadre de la modification majeure du système comptable que le Conseil d'administration du Fonds a approuvée au printemps de 1987. Des mesures seront prises aussi rapidement que possible, en tenant compte de toutes les recommandations des commissaires aux comptes et de la complexité des opérations du FISE sur le terrain.

57. En ce qui concerne les questions du représentant de l'Algérie, Mme Lokhaug indique que la pratique des prélèvements temporaires sur la masse commune des ressources sera traitée dans le projet de document sur les fonds supplémentaires sur lequel les délégations seront invitées à faire des observations au cours des consultations officielles du Conseil d'administration, à la fin de novembre 1987. Le Fonds veillera entre-temps, à la fois à conserver une certaine marge de manoeuvre et à suivre la politique claire approuvée par le Conseil d'administration. Mme Lokhaug estime que la question du coût de la vérification élargie des comptes relève du Président du Comité des commissaires aux comptes mais elle pense qu'une telle opération pourrait être financée au moyen des économies qui seraient réalisées sur le budget administratif du FISE.

58. S'agissant de la question soulevée par le représentant de la Belgique, à savoir celle des commissions versées aux comités nationaux, Mme Lokhaug rappelle que ces comités, qui ne font pas officiellement partie du FISE, se conforment dans leurs opérations aux orientations données par le Conseil d'administration et ce, dans le cadre d'un accord type. Le ratio dépenses directes/recettes brutes de ces comités s'est amélioré, puisqu'il est passé de 27,3 % en 1985 à 26,5 % en 1986. Dans les cas précis cités par le représentant de la Belgique, il a nettement diminué en 1986; un certain grand comité national l'a réduit de cinq points, dans le dessein de le ramener à 25 %.

59. Pour ce qui est des mesures prises pour permettre de déterminer les montants nets de frais généraux des comités nationaux, le Fonds a adopté au début de 1987 une nouvelle présentation type des rapports sur les recettes et dépenses desdits comités; elle permettra de procéder à des comparaisons plus significatives au cours de la prochaine année budgétaire. Mme Lokhaug rappelle que les commissions demandées par les comités nationaux servent non seulement à couvrir les frais administratifs mais aussi à assurer la promotion de diverses activités importantes du FISE : collectes de fonds, développement des capacités d'information, etc.

60. S'agissant de l'UNICEF House, le Conseil d'administration a donné son accord pour qu'un rapport complet sur les dépenses d'équipement non renouvelables soit établi en 1988. Le projet de construction ayant été examiné de très près tant par le Comité consultatif que par le Conseil d'administration, les vérificateurs intérieurs du Fonds étaient censés s'assurer que toutes les dépenses d'équipement non renouvelables étaient inscrites sous la bonne rubrique du budget. Les erreurs qu'ils ont constatées ont été immédiatement corrigées, ce dont les commissaires aux comptes ont pris note dans leur rapport. Quant aux dépenses de personnel, celles relatives à des administrateurs recrutés au plan international affectés au projet

(Mme Lokhaug)

avaient été comptabilisées comme dépenses de personnel international du budget ordinaire (dépenses administratives) parce que le projet s'étalait sur plusieurs années, ce qui était conforme aux politiques et procédures normales du FISE. L'inscription des dépenses relatives au consultant sous une mauvaise rubrique du budget, effectuée en tout état de cause à titre provisoire, a été corrigée. Le Fonds est résolu à faire en sorte que toutes les dépenses relatives à l'UNICEF House soient au bout du compte comptabilisées comme il se doit.

61. Répondant à la question soulevée par le représentant du Royaume-Uni, Mme Lokhaug précise que le règlement financier du Fonds a été approuvé par le Conseil d'administration en 1987, mais que les règles de gestion financière, dont la version définitive a déjà été établie, n'ont pas encore reçu l'aval du Bureau des affaires juridiques de l'ONU. Ces règles seront distribuées à toutes les délégations membres du Conseil d'administration 60 jours au moins avant leur entrée en vigueur et, en tout état de cause, avant le 1er novembre 1987 pour que l'ensemble du régime puisse entrer en vigueur le 1er janvier 1988, début d'un nouvel exercice biennal. En attendant, le FISE reste tenu d'appliquer le règlement financier et les règles de gestion financière de l'ONU ainsi que les "principes comptables importants" récapitulés dans le document A/42/5/Add.2.

62. En ce qui concerne le calcul des frais généraux et la comparaison avec ceux d'autres organismes, la méthode que le Fonds utilise actuellement, quoique différente de celle dont traite le Corps commun d'inspection, a été recommandée par un ancien Inspecteur et approuvée par le Comité consultatif, puis par le Conseil d'administration. En appliquant cette méthode, les frais généraux varient entre 10 et 11 %, soit un taux relativement faible. Toute autre méthode devra néanmoins tenir compte du fait que le FISE est à la fois un organisme de financement et un organisme d'exécution. En outre, même en élargissant la base de calcul des frais généraux, le FISE continuerait d'avoir l'un des taux les plus faibles des organismes de développement.

63. M. DEVREUX (Belgique) note avec satisfaction que le Fonds a réussi à améliorer le taux des commissions retenues par les comités nationaux, mais regrette l'absence de progrès en ce qui concerne l'utilisation des données existantes pour calculer et comparer les montants retenus sur les recettes brutes du FISE. Il espère que l'on s'efforcera davantage d'accroître les recettes du Fonds sans décourager la bonne volonté des comités nationaux.

64. Mme LOKHAUG (Adjointe par intérim du Directeur général du FISE, chargée des opérations) dit que les observations du représentant de la Belgique seront étudiées au cours de l'examen des renseignements relatifs aux comités nationaux. Elle fait remarquer néanmoins que le FISE ne serait pas nécessairement gagnant financièrement, étant donné que les fonds retenus par les comités nationaux sont en fait utilisés au profit du FISE.

65. M. MURRAY (Royaume-Uni) est d'avis que les résultats du Fonds en matière de frais généraux ne sont pas aussi brillants qu'il y paraît. La délégation du Royaume-Uni convient néanmoins que la question est complexe et espère qu'il sera un jour possible de comparer ce type de dépenses en des termes plus logiques.

POINT 115 DE L'ORDRE DU JOUR : PROJET DE BUDGET-PROGRAMME POUR L'EXERCICE BIENNAL 1988-1989

Incidences sur le budget-programme du projet de résolution A/42/L.1 relatif au point 24 de l'ordre du jour (A/C.5/42/12)

66. M. MSELLE (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires) dit que dans l'état des incidences sur le budget-programme du projet de résolution publié sous la cote A/42/L.1, le Secrétaire général indique que si le projet de résolution est adopté, il ne serait nécessaire d'ouvrir aucun crédit additionnel au budget-programme pour l'exercice biennal 1988-1989. Les ressources nécessaires au Comité spécial ont déjà été prévues au chapitre 3E du projet. S'agissant des ressources de la Conférence internationale sur le Kampuchea, la procédure retenue en cas de nouvelle convocation de la Conférence est exposée au paragraphe 9 de l'état A/C.5/42/12. Si la décision de reconvoquer la Conférence est prise dans le courant de 1988, le Secrétaire général s'efforcera d'en financer les dépenses au moyen des ressources déjà prévues au budget pour 1988-1989. Si cette option s'avère impossible, le Secrétaire général entrera en contact avec le Comité consultatif pour demander l'autorisation d'engager les dépenses supplémentaires nécessaires.

67. Dans sa résolution 41/213, l'Assemblée générale a approuvé un nouveau processus budgétaire dont l'une des caractéristiques est que le budget-programme comprend les dépenses liées aux activités politiques "durables" qui sont reconduites d'année en année, ainsi que le coût des services de conférence correspondant. Les activités relatives à la situation au Kampuchea relèvent de cette catégorie, aussi l'adoption de la résolution n'entraînerait-elle aucune dépense additionnelle.

68. M. SEGUIS (Philippines), parlant au nom de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), dit que le projet de résolution sur la situation au Kampuchea (A/42/L.1) bénéficie déjà d'un très large appui, ses coauteurs étant au nombre de 63. Les travaux du Comité spécial restent un facteur décisif de la stabilité et de la sécurité de l'Asie du Sud-Est. De très nombreux réfugiés continuent de compter sur la générosité des pays voisins, de la Thaïlande en particulier. De l'avis de M. Seguis, il n'est nul besoin de souligner l'importance d'une solution politique fondée sur les multiples résolutions successives de l'Assemblée générale. Les pays de l'ANASE demandent instamment aux Etats Membres de continuer à accorder au Comité spécial les ressources dont il a besoin pour poursuivre ses efforts en faveur de la paix et de la stabilité dans la région, objectif qui reste encore hors d'atteinte.

69. M. BIDNY (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que sa délégation s'est toujours opposée à ce que l'ONU se saisisse de la question de la situation au Kampuchea, car elle considère qu'elle irait, ce faisant, à l'encontre de la volonté du peuple kampuchéen et de son gouvernement et, qui plus est, violerait les dispositions de la Charte relatives à la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats. Certains milieux tentent d'alléguer les résolutions des Nations Unies pour intervenir au Kampuchea, ce qui ne peut qu'accroître la tension dans la région et envenimer la situation.

70. Le PRESIDENT, se fondant sur les recommandations du Comité consultatif, propose que la Cinquième Commission informe l'Assemblée générale que si elle adopte le projet de résolution publié sous la cote A/42/L.1, il ne faudra ouvrir aucun crédit additionnel ni apporter aucun changement au projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1988-1989. S'agissant du paragraphe 5 du projet de résolution, le Président propose à la Cinquième Commission d'informer l'Assemblée générale que, si une décision en vue de la reconvoque de la Conférence internationale sur le Kampuchea intervient pendant l'année 1988, le Secrétaire général s'efforcera de financer les dépenses nécessaires au moyen des ressources déjà prévues aux chapitres 3 et 29 du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1988-1989 et que, si ces ressources se révèlent insuffisantes, le Secrétaire général demandera l'assentiment du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires pour les compléter en engageant les dépenses nécessaires aux besoins de la Conférence.

71. Mme TON NU THI NINH (Viet Nam), expliquant le vote de sa délégation, dit que, comme les années précédentes, la délégation du Viet Nam tient à faire expressément état de ses réserves à propos des incidences sur le budget-programme du projet de résolution publié sous la cote A/42/L.1, telles qu'elles sont indiquées dans le document A/C.5/42/L2. La délégation vietnamienne a l'intention de continuer de voter contre le projet de résolution et ne peut donc, pour des raisons qui s'expliquent d'elles-mêmes, donner son aval à l'affectation de ressources budgétaires aux activités du Comité spécial ou à l'éventuelle reconvoque de la prétendue Conférence internationale sur le Kampuchea. La délégation vietnamienne s'opposera également à l'adoption du chapitre relatif à la coordination des programmes d'assistance humanitaires au Kampuchea dans leur forme actuelle. Ce faisant, le Viet Nam ne refuse pas l'assistance humanitaire en tant que telle, mais il ne peut avaliser une assistance qui sert à appuyer les activités criminelles et subversive des forces des Khmers rouges contre le relèvement des victimes du génocide qu'elles ont perpétré lorsqu'elles étaient au pouvoir.

72. La représentante du Viet Nam cite à ce propos le rapport qu'un représentant d'OXFAM a présenté en juillet 1987 au sujet des réfugiés cambodgiens en Thaïlande. Il ressort de ce rapport que, du point de vue humanitaire, le fait que l'ONU reconnaisse le gouvernement de coalition du Kampuchea démocratique n'est pas sans incidences négatives graves, en ce sens qu'il permet à l'aide de parvenir à la frontière, où des milliers de personnes vivent en fait en situation d'ôtag servent à légitimer la coalition. Sur le plan militaire, la coalition est dominée par les Khmers rouges, dont les dirigeants sont ceux-là même qui régnaient pendant les années d'extermination systématique sous Pol Pot. Cette situation représente un grave danger pour le peuple cambodgien. Le Cambodge lui-même, en revanche, ne reçoit pratiquement aucune aide publique au développement, là encore parce que c'est le gouvernement de coalition du Kampuchea démocratique qui est reconnu. Sortir de cette impasse diplomatique constitue donc une première étape importante, l'un des moyens d'y parvenir étant de laisser vacant le siège du Cambodge à l'ONU, ce qui permettrait de faciliter les négociations dans la perspective d'une réconciliation nationale.

(Mme Ton Nu Thi Ninh, Viet Nam)

73. L'opposition de la délégation vietnamienne repose aussi sur une deuxième constatation : telle qu'elle est actuellement répartie, l'assistance humanitaire est inéquitable, le plus gros de l'aide échappant à ceux qui en ont réellement besoin, à savoir les millions d'hommes et de femmes de la République populaire du Kampuchea qui s'efforcent quotidiennement, et dans les pires difficultés, de reconstruire leur nation et leur pays après l'enfer du régime de Pol Pct. Comme l'a souligné le représentant d'OXFAM, l'essentiel de l'aide va en fait à ceux qui refusent toujours de laisser le peuple kampuchéen en paix.

74. M. TEP (Kampuchea démocratique) dit que puisque l'adoption par l'Assemblée générale du projet de résolution publié sous la cote A/42/L.1 n'entraînerait ni demande de crédits additionnels ni modification du projet de budget-programme, sa délégation ne voit pas quelles raisons on pourrait invoquer pour contester la proposition à l'examen, sinon la volonté politique de semer la confusion quant à la vraie nature du problème kampuchéen. Etant donné l'agression que Hanoï perpètre contre le Kampuchea depuis 1978, il aurait été surprenant que le représentant du Viet Nam ne critiquât pas le projet de résolution. Il reste que, quelles que soient les raisons avancées par le Viet Nam pour justifier son agression contre le Kampuchea et l'occupation de son territoire, la majorité de la communauté mondiale reconnaît que les actes de Hanoï constituent une violation flagrante de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale d'un Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies. En outre, l'occupation militaire du Kampuchea menace la paix et la stabilité de toute la région. L'occupation du Kampuchea et l'annexion du Laos - en prélude à la constitution de la prétendue fédération indochinoise - constituent le principal facteur de déstabilisation en Asie du Sud-Est et suscitent une méfiance croissante dans la région. Les transferts massifs de population du Kampuchea sont une forme inédite de colonisation qui met en danger la survie même de la nation.

75. Par fidélité aux buts et aux principes de la Charte, le Kampuchea démocratique voudrait bien que la situation au Kampuchea ne figure plus à l'ordre du jour de l'Assemblée générale, une fois que le Viet Nam aura retiré toutes ses forces du Kampuchea, cessé d'intervenir dans ses affaires intérieures et l'aura reconnu en tant que pays indépendant. La proposition de paix en huit points avancée par le Gouvernement de coalition du Kampuchea démocratique et par les pays de l'ANASE constitue un cadre constructif pour la négociation d'une solution pacifique, conformément aux résolutions pertinentes et à la Déclaration sur le Kampuchea. Or, toutes ces propositions ont essuyé un refus catégorique de Hanoï comme en témoigne une fois de plus la déclaration du représentant du Viet Nam. Devant une telle obstination à faire fi des résolutions de l'Assemblée générale, il est essentiel que l'Organisation des Nations Unies continue d'intervenir dans la recherche d'une solution politique globale et d'encourager et renforcer l'action du Comité spécial de la Conférence internationale sur le Kampuchea. Le représentant du Kampuchea démocratique engage tous les Etats Membres à voter pour la proposition à l'examen et à contribuer ainsi, non seulement à la survie du Kampuchea en tant que nation, mais également au rétablissement de la paix et de la stabilité en Asie du Sud-Est et dans l'ensemble du monde.

76. A la demande des représentants du Viet Nam et de la République socialiste soviétique de Biélorussie, il est procédé à un vote enregistré sur la proposition du Président.

Votent pour : Allemagne, République fédérale d', Arabie saoudite, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belgique, Belize, Bénin, Bhoutan, Birmanie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Cameroun, Canada, Chili, Chine, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Danemark, Egypte, Emirats arabes unis, Equateur, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, France, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée-Bissau, Honduras, Indonésie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kampuchea démocratique, Kenya, Koweït, Lesotho, Libéria, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Maroc, Mauritanie, Népal, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Pakistan, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Portugal, Qatar, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Saint-Kitts-et-Nevis, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Swaziland, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Uruguay, Venezuela, Yougoslavie, Zaïre, Zambie.

Votent contre : Afghanistan, Angola, Bulgarie, Cuba, Ethiopie, Hongrie, Jamahiriya arabe libyenne, Mongolie, Pologne, République démocratique allemande, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Viet Nam.

S'abstiennent : Algérie, Guyana, Inde, Iran (République islamique d'), Iraq, Madagascar, Mexique, République-Unie de Tanzanie, Yémen, Zimbabwe.

Par 88 voix contre 15, avec 10 abstentions, la proposition est adoptée.

77. M. GOUDIMA (République socialiste soviétique d'Ukraine) explique que sa délégation a voté contre la proposition parce qu'elle estime que les activités prévues dans le projet de résolution A/42/L.2 sont superflues, surtout si l'on considère la déclaration de la République populaire du Kampuchea relative à la solution pacifique du problème kampuchéen qui figure dans le document A/42/632.

78. M. HURBAS (Turquie) indique que si sa délégation avait été présente lors du vote, elle aurait voté pour la proposition.

La séance est levée à 13 h 5.